



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 78 – 16 JUIN 2017

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

GHANA ET COTE  
D'IVOIRE  
ANNONCENT UNE  
COLLABORATION  
POUR EVITER DE  
TROP FORTES  
VARIATIONS DES  
COURS DU CACAO

ISRAËL SIGNE UN  
ACCORD DE 1 MD  
USD SUR L'ENERGIE  
SOLAIRE AVEC LA  
CEDEAO

SIERRA LEONE :  
NOUVEL ACCORD AVEC  
LE FMI AU TITRE DE LA  
FACILITE ELARGIE DE  
CREDIT

COTE D'IVOIRE : LE  
PAYS LEVE PRES DE 2  
Mds USD SUR LES  
MARCHES  
INTERNATIONAUX

KENYA : LES  
TRANSFERTS DE LA  
DIASPORA, PREMIERE  
SOURCE DE DEVISES

ETHIOPIE : 1ER  
PRODUCTEUR DE MIEL  
D'AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD :  
TELKOM SE  
RESTRUCTURE

GUINEE : LA START-UP  
MINIERE FRANÇAISE  
AMR OBTIENT UN  
PERMIS  
D'EXPLOITATION POUR  
UN GISEMENT DE  
BAUXITE

CAMEROUN : LE GROUPE  
FRANÇAIS EUTELSAT,  
PAR SA FILIALE KONNECT  
AFRICA, FAIT SON  
ENTREE SUR LE MARCHÉ  
DE L'INTERNET



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ La BCEAO maintient ses taux directeurs

A l'issue de la deuxième réunion 2017 de son Comité de politique monétaire (CPM), la BCEAO a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appel d'offres d'injection de liquidité est maintenu à 2,5 % alors que le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal reste à 4,5 %. Selon le CPM, cette décision vise la stabilité des prix dans l'UEMOA et une consolidation du dynamisme de l'activité économique. Le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, est ressorti à 0,8 % au premier trimestre 2017 contre un niveau de -0,3 % le trimestre précédent. Le taux de croissance dans la région est attendu à 6,9 % en 2017, en légère hausse par rapport à 2016 (6,7 %).

✉ [bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr](mailto:bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Les flux d'IDE à destination de l'Afrique en baisse de 3 % en 2016

Les flux d'IDE entrants en Afrique se sont établis à 59 Mds USD en 2016, soit une baisse de 3 % par rapport à 2015. Ils représentaient 3,4 % des flux d'IDE dans le monde (1 750 Mds USD), eux aussi en baisse de 2 % en 2016. Ces évolutions s'expliquent par la faible croissance de l'économie mondiale et l'amplification des risques politiques perçus par les entreprises multinationales. Les principaux pays africains récipiendaires sont : l'Angola (14,4 MUSD ; -11 %), l'Egypte (8,1 Mds USD ; +17 %), le Nigéria (4,4 Mds USD ; +45 %), le Ghana (3,5 Mds USD ; +9 %) et l'Ethiopie (3,2 Mds USD ; +46 %). Les flux reçus par la Côte d'Ivoire (1,3 Mds USD) et le Sénégal (392,8 M USD) demeurent relativement modestes.

✉ [bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr](mailto:bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Baisse du flux d'investissements directs étrangers en Afrique centrale en 2016

Selon le dernier rapport de la CNUCED du 7 juin 2017, les flux d'IDE vers l'Afrique centrale ont chuté de 15 % et s'établissent à 5,1 Mds USD. La baisse des cours des matières premières explique en grande partie cette situation. Le pays le plus affecté est la RDC où la chute des cours des produits miniers a entraîné une baisse de 28 % du flux d'IDE.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Augmentation de capital pour la Bank of Africa

Les filiales béninoise, ivoirienne et nigérienne du groupe Bank of Africa (BOA, filiale de BMCE) vont procéder à des augmentations de capital. BOA Bénin et BOA Niger augmenteront leur capital respectivement à 30,7 M EUR et à 19,8 M EUR, par incorporation de primes d'émission et émission d'actions gratuites. Quant à BOA Côte d'Ivoire, elle élèvera son capital à 30,5 M EUR par incorporation de primes d'émission et des réserves libres et par l'émission d'actions gratuites.

✉ [bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr](mailto:bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **L'adhésion du Maroc en question au 51<sup>ème</sup> sommet de la CEDEAO**

La CEDEAO a donné son accord de principe pour l'adhésion du Maroc. Les pays membres vont à présent examiner les implications qu'aurait cette adhésion, et soumettre les résultats à leur prochaine session ordinaire de décembre 2017 au Togo. Pour rappel, le Maroc a rejoint l'Union africaine en janvier 2017, et mène ces dernières années une campagne active en Afrique subsaharienne, ayant affirmé être « le premier investisseur africain en Afrique de l'ouest » et le deuxième sur le continent. Le Roi du Maroc a effectué plus de 40 déplacements sur le continent depuis 2001. Mohammed VI s'est ainsi rendu au Nigéria en décembre 2016, avec lequel il a notamment signé le mégaprojet de gazoduc transsaharien estimé à 25 Mds USD.

✉ [Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Israël signe un accord de 1 Md USD sur l'énergie solaire avec la CEDEAO**

A l'occasion du 51<sup>ème</sup> sommet de la CEDEAO organisé début juin au Libéria, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et le président de la Commission de la CEDEAO, Marcel de Souza, ont signé un accord valorisé à 1 Md USD pour soutenir des projets d'énergie solaire dans la région sur les quatre prochaines années. C'est la société israélienne Energiya Global, déjà présente au Rwanda et au Burundi, qui exécutera le marché. Le premier projet prévu par le contrat, évalué à 20 M USD, sera établi au Libéria et devrait à terme représenter 25 % de la production électrique du pays.

✉ [Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Afrique du Sud : récession technique au T1 2017

L'économie sud-africaine est entrée en récession au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 pour la première fois depuis 2009, avec un recul de -0,7 % au T1 (en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières) après -0,3 % au T4 2016. L'activité recule au 1<sup>er</sup> trimestre dans tous les secteurs d'activité, sauf les secteurs agricoles (+22,2 %) et miniers (+12,8 %) qui ont profité de la normalisation des conditions météorologiques et de la hausse graduelle des cours des matières premières. En glissement annuel, la croissance s'établit à 1 % au T1 (après 0,7 % au T4 2016), du fait de la faiblesse du niveau d'activité au T1 2016.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : maintien de la notation de la dette souveraine par Standard & Poor's

L'agence de notation Standard & Poor's a confirmé le 2 juin son évaluation du risque souverain sud-africain : notation de la dette souveraine libellée en devises à un cran en-deçà de la catégorie spéculative (BB+ à long terme et B à court terme - comme *Fitch*) et notation de la dette souveraine libellée en rand à un cran au-dessus (BBB- à long terme et A3 à court terme chez *S&P* contre BB+ à long terme et B à court terme chez *Fitch* soit un cran en-deçà du grade investissement). La perspective associée aux notes de long terme demeure négative chez *S&P* (stable chez *Fitch*).

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : remise de dettes accordées par la Chine à l'Angola et ouverture d'une filiale de Bank of China

Cette semaine, la Chine a accordé à l'Etat angolais une remise de dette d'un montant de 14,3 M USD équivalent à la valeur de deux prêts accordés dans le cadre des accords de coopération économique et technique. En parallèle, la Banque centrale angolaise a salué l'ouverture de la filiale de Bank of China dans le pays. En plus de renforcer les relations bilatérales (la Chine est le 1<sup>er</sup> client et le 2<sup>ème</sup> fournisseur de l'Angola), ce nouvel établissement bancaire contribuera au financement de l'économie dans un contexte où le système bancaire souffre d'un niveau de prêts non performants très élevés (14,1 % fin 2016).

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : progression des échanges au premier semestre 2017

D'après les chiffres NBS sur le commerce extérieur du Nigéria au 1<sup>er</sup> semestre 2017, les échanges ont progressé de 69 % en g.a., à 5 292 Mds NGN (16,28 Mds EUR). Le pays réalise un excédent commercial de 2,21 Mds EUR. Les exportations ont progressé de 109 % en g.a., à 9,25 Mds EUR, composées à 79,1 % de pétrole brut. L'Inde est le 1<sup>er</sup> importateur du pays avec une part de 22,24 % devant les Etats-Unis (13,86 %) et l'Espagne (10,81 %). La France est 5<sup>ème</sup> importateur avec une part de 6,5 % (soit 600 M EUR). Les importations ont progressé de 35 % en g.a., à 7,03 Mds EUR, composées à 33,6 % de produits minéraux, 19,8 % de machines, et 9,1 % de produits chimiques. Le premier exportateur reste la Chine (16,79 %), suivie de la Belgique (14,88 %) et des Pays-Bas (10,8 %).

✉ Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : hausse du chômage à 14,2 % fin 2016

Selon le dernier rapport NBS sur le chômage au Nigéria en 2016, 14,2 % de la population active est sans emploi, avec près de 11,55 M de personnes contre 8,08 M fin 2015, soit une progression de 44 % en g.a. La lutte contre le chômage fait partie des priorités du gouvernement, énoncée dans le plan de reprise et de croissance économique (ERGP), qui ambitionne de ramener le taux de non-emploi à 11,23 % d'ici 2020, ce qui reviendrait à créer plus de 15 M d'emplois sur la période. Pour information, toujours selon NBS, l'économie informelle représentait 41,2 % du PIB en 2015 au Nigéria, les secteurs de l'agriculture, l'immobilier et le commerce demeurant majoritairement des activités informelles, respectivement à 91,8 %, 64,7 % et 55,7 %.

✉ [Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : la polémique sur les récentes émissions obligataires ne faiblit pas

La polémique sur le possible conflit d'intérêt lors des émissions obligataires d'avril dont le principal souscripteur, l'américain Tempelton Investments, a eu un temps comme directeur l'actuel ministre des Finances du Ghana se poursuit. Le ministre a dû de nouveau s'expliquer devant le parlement le 8 juin, mettant en avant la transparence de la procédure et l'intérêt pour le pays de ces émissions en Cedi (pour une contrevaletur de 2,25 Mds USD) ouvertes aux investisseurs étrangers. Leur souscription s'est par ailleurs traduite par un afflux de devises, permettant une reconstitution des réserves de change (actuellement 6,7 Mds USD couvrant 3,7 mois d'importations) et une stabilisation de la monnaie.

✉ [Gwenole.JAN@dgtresor.gouv.fr](mailto:Gwenole.JAN@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sierra Leone : nouvel accord avec le FMI au titre de la Facilité élargie de crédit

A la demande des autorités sierra-léonaises, le FMI a accordé un nouveau programme économique triennal dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (FEC), d'un montant de près de 54,3 M USD de droits de tirages spéciaux, soit 78 % de la quote-part de la Sierra Leone au FMI. Pour rappel, la dernière facilité élargie de crédit triennale s'est achevée en 2016. Le programme vise à augmenter les recettes publiques en mobilisant davantage les ressources domestiques, à réduire la pauvreté et à soutenir le programme de réformes structurelles à moyen terme. D'après le FMI, la croissance du PIB devrait s'établir à 6,1 % en 2016 et à 6 % en 2017, avec une projection de croissance de 7 % à horizon 2021.

✉ [marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr](mailto:marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Bénin : creusement du déficit commercial

En 2016, les importations du Bénin ont atteint 2,4 Mds EUR, en hausse de 6,6 % par rapport à 2015 (2,2 Mds EUR). Cette augmentation est portée principalement par les importations de céréales (riz), qui à hauteur de 726,7 M EUR (contre 444,6 M EUR en 2015, soit +63,4 %) comptent pour 30 % des importations du pays, et sont en majorité réexportées vers le Nigéria. Les exportations sont en baisse, à 370,3 M EUR contre 563,4 M EUR en 2015 (soit -35,4 %). Selon ces chiffres, le déficit commercial (hors commerce de réexportation) atteindrait 2 Mds EUR, en hausse de 20,5 %.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : le trafic du Port autonome de Lomé en baisse de 11,9 % en 2016**

Selon les dernières statistiques publiées par le Port autonome de Lomé (PAL), le trafic portuaire s'est établi à 13,6 millions de tonnes (MT) en 2016, en retrait de 11,9 % par rapport à l'année précédente (15,4 MT). Cette diminution est principalement liée à la baisse des importations (3 MT contre 3,9 MT en 2015, soit -23,1 %) et du transbordement (7,4 MT contre 8,1 MT en 2015, soit -8,6 %). L'activité de transbordement compte pour plus de la moitié (54,5 %) de l'activité globale du PAL.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : un objectif de croissance fixé à 4,1 % pour 2017/18, lors de la présentation du budget**

Lors de la présentation du budget 2017/18, le Premier ministre Pravind Jugnauth, qui détient aussi le portefeuille des Finances et du Développement économique, a annoncé que son gouvernement se basait sur une hypothèse de croissance de 4,1 % pour 2017/18, alors que les dernières prévisions de la Banque mondiale font état de 3,4 % pour 2017 et de 3,5 % pour 2018. Pour la période concernée, les dépenses budgétaires sont estimées à 3,3 Mds EUR (26,7 % du PIB) et les recettes à 2,9 Mds EUR (23,4 % du PIB). Le déficit budgétaire devrait atteindre 0,4 Md EUR, représentant 3,2 % du PIB, une légère baisse par rapport aux 3,5 % du PIB lors de l'exercice précédent.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : les transferts de la diaspora, première source de devises**

Les transferts d'argent de la diaspora kényane ont augmenté de 11 % entre 2015 et 2016 pour atteindre 44,7 Mds KES (soit 1,7 Md USD et près de 2,5 % du PIB). Sur le premier trimestre 2017, ils sont en hausse de 4 % (462,6 MUSD) sur un an. Ces transferts de fonds sont aujourd'hui la première source de devises du pays, devant le tourisme et l'horticulture, et contribuent à stabiliser le schilling. La diaspora kényane présente en Amérique du Nord est à l'origine de près de la moitié des flux de devises.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : budget 2017/18 : des dépenses en hausse et un recours accru au financement interne**

Le budget rwandais pour l'année 2017/18 devrait atteindre 2,1 Tns RWF (2,5 Mds USD), soit une hausse de 7 %, pour l'année fiscale débutant en juillet. Les recettes fiscales (1,4 Tn RWF soit 1,7 Md USD) devraient financer les deux tiers du budget, le reste étant partagé à part égales entre les dons des bailleurs et le recours à l'emprunt. En dépit des pressions financières exercées par l'organisation de l'élection présidentielle en août, les dépenses de développement représentent 46 % du budget, avec un nombre importants de projets d'infrastructures prévus (routes et aéroport). Les hypothèses de croissance (6,2 % en 2017 et 6,8 % en 2018) sont par ailleurs proches de celle du FMI.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : accord du FMI pour le versement de 2,3 M USD dans le cadre du programme EFF**

A la suite de l'examen de la 6<sup>ème</sup> revue du mécanisme élargi de crédit EFF (*Extended Fund Facility*), qui s'est tenu le 02 juin 2017, le FMI a approuvé le versement d'une dernière tranche de 2,3 M USD aux Seychelles, ce qui porte le total des versements réalisés dans le cadre de cet accord, conclu en juin 2014, à 15,8 M USD. Ce prêt visait à soutenir le programme de réforme économique de l'île, lancé en 2008. A cette occasion, le FMI a déclaré que les Seychelles ont fait des progrès remarquables vers la stabilité économique et que si les perspectives de croissance sont positives, l'économie reste vulnérable aux chocs extérieurs et, à long terme, au changement climatique.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : augmentation du budget ougandais pour l'exercice 2017/18**

Pour l'exercice budgétaire à venir, le budget ougandais est en hausse de 7,7 % et atteint 29 000 Mds UGX (8,1 Mds USD). Cette augmentation est censée permettre de lutter contre le ralentissement de l'économie : en 2016/17, l'économie ougandaise devrait croître de 3,9 % contre une prévision initiale de 5,5 %. Le principal ministère bénéficiaire de cette hausse est celui des Transports et Travaux publics dont l'enveloppe augmente de 20 % et représente 20,8 % du budget. La seconde augmentation notable est celle des intérêts de la dette qui sont en hausse de 32 % et représentent plus de 12 % du budget, devançant désormais l'Education. Malgré des recettes en hausse de 15,8 %, à 15 062 Mds UGX (4,2 Mds USD), le déficit public prévu devrait représenter 5,6 % du PIB, contre 3,5 % en 2016/17.

✉ [thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : Tenue du 3<sup>ème</sup> COS du Contrat de désendettement et de développement -C2D**

Le 3<sup>ème</sup> Comité d'orientation et de suivi du C2D, mis en place en 2011 et géré par l'AFD, s'est tenu le 9 juin sous la co-présidence de l'Ambassadeur de France et du ministre congolais des Finances entouré des 7 ministres concernés par les 13 projets et 2 FERC en cours. La discussion s'est focalisée sur le paiement à bonne date des échéances dues par le Congo et la simplification du circuit financier, alors que le pays se trouve dans une situation financière de nouveau délicate, ainsi que sur l'affectation du reliquat de 7 M EUR sur les 229 M du programme. De façon inédite et consensuelle, le secteur de l'enseignement supérieur devrait bénéficier d'une partie des fonds, avec des retombées attendues sur la formation qualifiante.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Côte d'Ivoire : lancement du module *e-paiement* du guichet unique du commerce extérieur

Le ministre ivoirien du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME, Souleymane Diarrassouba, a procédé, le 8 juin, au lancement du module *e-paiement* du guichet unique du commerce extérieur. A compter du 1<sup>er</sup> août 2017, tous les paiements des droits de douanes et divers frais à l'occasion des activités d'exportation, d'importation et de transit pourront se faire en ligne sur le site [www.guce.gouv.ci](http://www.guce.gouv.ci). Ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique de dématérialisation des actes administratifs. Ce module sera géré par la filiale ivoirienne du groupe émirati Webb fontaine.

✉ [bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr](mailto:bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : adoption d'une nouvelle loi pour lutter contre la corruption

Le Sénat nigérian a voté le 30 mai dernier la loi anti-corruption, 15 mois après son dépôt par le Président Muhammadu Buhari, qui a fait de la lutte contre la corruption une des priorités de son mandat. La loi prévoit une assistance mutuelle entre le Nigéria et les autres pays pour « identifier, tracer, geler, restreindre, retrouver et confisquer » les flux financiers illicites. Au dernier classement de l'indice de perception de la corruption, le Nigéria se classe 136<sup>ème</sup> sur 176 pays. Le Président par intérim, Yemi Osinbajo, a déclaré lundi 5 juin à l'occasion d'une conférence sur la lutte contre les flux financiers illicites que les établissements financiers qui hébergeaient de telles pratiques seraient sanctionnés.

✉ [marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr](mailto:marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : série de dons du Koweït à la Tanzanie

L'ambassadeur du Koweït en Tanzanie a annoncé à l'issue d'une rencontre avec le Président Magufuli l'octroi d'un don de 51 M USD de son pays au gouvernement tanzanien. Ce don sera utilisé pour financer la construction d'un tronçon de route de 85 km entre Chaya et Nyahua, dans la région de Tabora. Au cours des derniers mois, le Koweït a successivement financé un hôpital zanzibarite pour 50 MUSD, fourni pour 250 000 USD de matériel médical pour un hôpital de Dar es Salam et fait creuser 27 puits pour des écoles de la capitale économique tanzanienne.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Comores : détermination à faire aboutir le processus d'adhésion à l'OMC

La 2<sup>ème</sup> réunion du groupe de travail liée à l'accession des Comores à l'Organisation mondiale du Commerce s'est tenue à Genève le 1<sup>er</sup> juin 2017. Les trois points suivants étaient notamment au programme: (i) les offres révisées des Comores concernant l'accès aux marchés des marchandises et des services, (ii) le suivi de l'examen du régime de commerce extérieur des Comores sur la base des questions des pays membres, (iii) l'analyse du plan législatif révisé des Comores, qui fera évoluer la réglementation locale en matière de commerce. Les Comores ont pour objectif de faire aboutir le processus d'adhésion lors de la 11e Conférence, de décembre 2017.

✉ [dalseccol@afd.fr](mailto:dalseccol@afd.fr)

### ▼ Comores : rupture des relations diplomatiques avec le Qatar

Le ministre des Affaires Etrangères comorien a annoncé la rupture des relations diplomatiques avec le Qatar le 7 juin. Les Comores emboîtent ainsi le pas de l'Arabie Saoudite et d'une dizaine d'autres pays qui accusent le Qatar de « soutenir le terrorisme ». Le Qatar est impliqué dans certaines activités économiques aux Comores, notamment via des investissements dans la Société Nationale de Pêche, la société de production d'eau minérale Salsabil ou encore l'hôtel Retaj. Cette rupture pourrait donc avoir des répercussions économiques. Par ailleurs, l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Emirats Arabes Unis ont annoncé le 13 juin vouloir soutenir les projets de développement comoriens, « quelle que soit leur ampleur ».

✉ dalseccol@afd.fr

### ▼ Soudan : les intérêts économiques qataris au Soudan nettement inférieurs à ceux de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis

Dans un contexte de tension entre le Qatar et ses pays voisins, le ministre soudanais de l'Investissement a indiqué récemment que les investissements des pays du Golfe au Soudan étaient les suivants : l'Arabie Saoudite avec 11,0 Mds USD, les Emirats Arabes Unis avec 6,7 Mds USD et le Qatar avec 1,7 Md USD. Par ailleurs, le ministre de la Défense a annoncé le 9 juin un renfort des troupes soudanaises au Yémen, tandis que le parti islamiste soudanais a rejeté le 10 juin la liste saoudienne des 12 entités et 59 individus qataris qui seraient liés au terrorisme.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : maintien de la note « B » avec perspectives stables par Fitch

La note de défaut émetteur de l'Ethiopie pour les émissions en devises et monnaie locale à long terme est maintenue à « B avec perspectives stables » par l'agence de notation *Fitch*. Les faiblesses relevées par *Fitch* concernent le bas niveau des indicateurs de développement, des déséquilibres extérieurs significatifs, et une croissance rapide de la dette des entreprises publiques. L'agence anticipe toutefois une stabilisation du niveau de la dette publique totale (entreprises publiques incluses) au cours des trois années à venir.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo-Brazzaville : Une mission FMI satisfaite de ses échanges avec les autorités locales

Les échanges que la mission du FMI a pu avoir avec les autorités locales entre le 31 mai et le 15 juin à Brazzaville ont été qualifiés de globalement positifs par le Chef de la mission lors de sa réunion de débriefing avec les partenaires du développement le 14 juin. L'évaluation reste encore préliminaire à ce stade : des divergences existent toujours sur les dépenses publiques budgétées et les chiffres de la croissance (le FMI l'estime pour 2016 à -2,8 %), et des données manquent encore sur les opérations financières pétrolières mais le Président, rencontré la veille, a affirmé « son engagement ferme » à mettre le pays sous programme financier, afin de ne pas se désolidariser de la zone CEMAC.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Burkina Faso : prêt de 73 M EUR de la Banque mondiale pour le secteur de l'électricité

La Banque mondiale vient d'octroyer un prêt additionnel de 73 M EUR au Burkina Faso. Ce prêt permettra d'intégrer des ressources solaires à bas coût dans le mix énergétique du Projet d'appui au secteur de l'électricité (PASEL) et de renforcer le réseau électrique burkinabé. Il prévoit aussi la fourniture d'une assistance technique aux opérateurs et acteurs du secteur et vise le développement de projets de producteurs indépendants d'électricité (IPP) par le secteur privé. Le PASEL, prévu pour durer 4 ans, s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de réduire la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles importés et coûteux.

✉ [gwendal.melyon@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwendal.melyon@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : le pays lève près de 2 Mds USD sur les marchés internationaux

La Côte d'Ivoire vient d'émettre avec succès son troisième Eurobond. Elle est parvenue à lever l'équivalent d'environ 2 Mds USD, en deux tranches : 1,25 Md USD sur 16 ans au taux de 6,125 % et 625 M EUR sur 8 ans à 5,125 %. Ces titres auraient suscité un réel engouement auprès des investisseurs internationaux qui avaient formulé près de 9 Mds USD de demandes d'achat, soit cinq fois plus que le montant initialement recherché (1 Md USD et 500 M EUR). Selon les autorités ivoiriennes, cet emprunt servira notamment au financement des travaux prévus dans le Plan national de développement ainsi qu'au rachat partiel des eurobonds de 2014 (750 M USD) et de 2015 (1 Md USD) dont les échéances sont prévues en juin 2014 et mars 2028.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : la France accorde une aide de 300 000 EUR au PAM-Mali

La France vient d'octroyer au Programme alimentaire mondial au Mali (PAM-Mali) une subvention additionnelle d'un montant de 300 000 EUR. Cette nouvelle subvention porte l'appui de la France en matière d'aide alimentaire à plus de 1,3 M EUR pour 2017. Cette aide permettra de renforcer le soutien aux populations en situation d'insécurité alimentaire avec deux objectifs complémentaires : (i) le traitement de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans et chez les femmes enceintes et allaitantes ; (ii) la fourniture de repas scolaires quotidiens aux enfants des écoles primaires.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali: la BEI octroie un prêt de 50 M EUR pour le réseau d'assainissement et d'eau potable de la ville de Bamako

En marge des Journées européennes du développement, le ministre de l'économie du Mali et le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé une convention de financement de 50 M EUR. Ce financement s'inscrit dans le cadre du Programme sectoriel eau et assainissement (PROSEA). Le projet, co-financé par l'AFD, la BID, la BOAD et la BAFD, ambitionne de doubler la capacité en eau (de 144 000 à 288 000 m<sup>3</sup>/jour) de Bamako, d'augmenter de 25 000 mètres cubes les capacités des réservoirs d'eau, d'ajouter 30 km de conduites d'adduction et 545 km de réseau de distribution, qui comprendront 34 000 branchements et 600 bornes fontaines.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : la Banque mondiale accorde un prêt de 15 M USD pour soutenir la production agricole**

La Banque mondiale vient d'accorder un financement de 15 MUSD au Niger, dans le cadre d'un financement additionnel visant à soutenir le programme de productivité agricole du pays. Outre le Niger, trois autres pays sont également bénéficiaires d'un fonds comparable de l'institution : la Guinée (23 MUSD), le Bénin (20 MUSD) et le Togo (10 MUSD).

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Niger : appui financier de 45,4 M EUR du Luxembourg au Niger**

Le Luxembourg vient de signer quatre accords avec l'État du Niger, portant sur des appuis financiers d'une valeur totale de 45,4 MEUR dans les secteurs de l'eau, de l'hygiène, de l'assainissement, du développement durable, de la prévention et la gestion des crises alimentaires. Ces appuis viendront soutenir plusieurs programmes, dont le Programme d'appui au développement durable dans la région de Dosso, le Programme d'appui au Secteur, Eau, Hygiène et assainissement ainsi que le Fonds commun des donateurs du Dispositif national de Prévention et de Gestion des Crises alimentaires.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Somalie : 50 M USD de la Banque mondiale pour le projet d'opération d'urgence en réponse à la situation de sécheresse en Somalie**

Le CA de la Banque mondiale a approuvé l'octroi de 50 MUSD dans le cadre de la réponse régionale de la Banque à la situation de sécheresse et de risque de famine pour six pays (Somalie, Ethiopie, Soudan du sud, Nigéria, Kenya, Yémen). Les principaux aspects du programme sont (i) le financement de nourriture, (ii) le déploiement de programmes de cash-transfer, (iii) la lutte contre le choléra, (iv) le renforcement des stocks de bétail et (v) l'amélioration de la résilience des populations locales à la sécheresse. La Banque a confié l'exécution des opérations sur le terrain à la FAO et au CICR.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : signature d'un accord pour la construction d'un parc industriel à Bahir Dar**

L'*Ethiopian Industrial Parks Development Corporation* (IPDC) et la *China Civil Engineering Construction Corporation* (CCECC) ont conclu un accord pour la construction d'un nouveau parc industriel situé à Bahir Dar, en région Amhara. D'un coût total de 60 MUSD, le parc sera construit sur une superficie de 75 hectares. La construction du parc et des infrastructures associées devrait être achevée d'ici neuf mois. Le parc de Bahir Dar devrait permettre de créer 20 000 emplois pour la population locale. Pour rappel, deux parcs industriels (Bole Lemi et Hawassa) sont d'ores-et-déjà opérationnels, tandis que six autres sont en cours de construction.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : soutien de l'UNIDO et de la Russie pour le développement de la pêche et de l'aquaculture**

Le ministère de l'Industrie, l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (UNIDO) et l'Ambassade de Russie viennent de lancer un projet destiné à développer l'aquaculture et la pêche en Ethiopie. Financé par la Russie à hauteur de 2,26 MUSD, ce projet d'une durée de quatre ans entend développer la chaîne de valeur et accroître la production afin d'atteindre un niveau permettant l'exportation. La pêche représente seulement 1 % du PIB éthiopien alors que le pays dispose de nombreux lacs et réservoirs et que l'on recense 180 espèces de poissons différentes dans le pays.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : appui de l'AFD aux projets de développement rural et urbain**

Le 8 juin, le directeur de l'AFD à Madagascar et le ministre des Finances et du Budget malgache ont signé deux accords portant sur le financement de projets de développement rural et urbain. Ces accords concernent : (i) le Projet d'Agriculture Durable par une Approche Paysage (PADAP) d'un montant de 100 M EUR, financé par un prêt souverain de l'AFD de 25 M EUR ainsi qu'un prêt de 65 M USD de la Banque mondiale et un don de 13 M USD du Fonds pour l'Environnement Mondial ; (ii) le Programme Intégré d'Assainissement d'Antananarivo (PIAA), financé par une subvention déléguée de l'UE à l'AFD d'un montant de 2,8 M EUR, laquelle vient compléter un prêt souverain de 25 M EUR de l'AFD dont la convention avait été signée en novembre 2016.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : prêt de 93,9 M USD pour le secteur agricole**

La Banque de développement agricole de Tanzanie (TADB) vient de tripler ses capacités d'intervention grâce à un prêt de 93,9 M USD octroyé par la Banque africaine de développement (BAfD). Le gouvernement s'était engagé à financer la TADB à hauteur de 500 MUSD lors de sa création en août 2015. Mais en juin 2017, le capital de la banque n'était que de 26 M USD. A fin avril 2017, la banque a accordé des prêts à 3700 agriculteurs, en deçà de son objectif annuel de 200 000 prêts aux agriculteurs. La loi de finances 2017/18 prévoit également la réduction du taux des taxes sur la vente des céréales, commerciales et cultures maraîchères, respectivement à 3 % et 2 % (contre 5 % auparavant pour les deux produits).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la Bank of China accorde un financement de presque 74 milliards de Francs CFA pour l'installation de panneaux solaires**

Le projet d'électrification débuté en 2016 visant à développer l'accès à l'électricité dans le pays par le recours aux centrales solaires est entré dans sa deuxième phase. Celle-ci consiste en l'installation de centrales photovoltaïques dans 184 localités pour en assurer l'électrification. Cette phase a coûté 73,95 Mds FCFA financés par un prêt de la Bank of China et succède à la première phase qui avait coûté 53 Mds FCFA et avait été financée conjointement par l'Etat camerounais et l'entreprise chinoise Huawei technologies.

✉ edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 262 Mds de la Banque mondiale pour développer l'élevage et le secteur de l'électricité**

Les deux accords de prêt ont été signés le 7 juin 2017. Le premier d'un montant de 100 M USD (environ 60 Mds FCFA) est destiné au financement du Projet de développement de l'élevage (Prodel) qui s'étale sur 6 ans avec pour objet l'amélioration des systèmes d'élevage ciblés (bovin-lait, bovin-viande, petits ruminants, porcs, volailles et abeilles-miel) et la commercialisation des produits des bénéficiaires. Le deuxième accord d'un montant de 325 M USD (environ 202,3 Mds FCFA) porte sur le transport de l'électricité, en particulier, l'amélioration de la capacité, du rendement et de la fiabilité du réseau électrique national.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : La Banque mondiale valide l'étude de faisabilité du PADE 2**

La Banque mondiale (BM) a approuvé l'étude de faisabilité de la 2ème phase du Projet d'appui à la diversification de l'économie congolaise (PADE 2), qui devrait être lancé début 2018. Le coût global du projet, estimé à 34.8 Mds FCFA (53 M EUR) Mds FCFA, sera financé à 63 % par la BM, 24 % par le Congo et 13 % par d'autres bailleurs de fonds, notamment l'AFD et la BEAC. Ce programme a pour objectif d'appuyer les PME/TPE dans les secteurs de l'agro-industrie, du tourisme, de l'artisanat et du transport et logistique, et de participer au processus d'amélioration du climat des affaires. Le PADE 2 va prendre le relais du PADE 1, qui se termine en décembre 2017 et qui a déjà permis d'accompagner 412 PME congolaises.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Zimbabwe : suspension des échanges de volailles avec l'Afrique du Sud

Une épidémie de grippe aviaire au Zimbabwe a poussé le ministère sud-africain de l'Agriculture à suspendre tous les échanges de volailles avec le Zimbabwe. Le Mozambique a également pris les mêmes dispositions. Si la situation demeure très préoccupante, le risque pour les populations humaines serait néanmoins minime.

✉ Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Côte d'Ivoire : Michelin et la SIFCA lancent une offre publique d'achat (OPA) pour la Société internationale de plantations d'hévéas (SIPH)

Le français Michelin et le groupe agro-industriel ivoirien SIFCA ont lancé, le 6 juin, une OPA en vue d'acquérir la totalité des actions de la SIPH. Ces deux firmes cumulent 79,4 % du capital de la SIPH, soit 23,8 % pour Michelin et 55,6 % pour la SIFCA. Elles proposent 88,6 M EUR pour l'achat des 20,6 % d'actions restantes, soit 85 EUR par action. Le cours boursier de l'action se situait à 59,95 EUR le 5 juin sur Euronext Paris. La SIPH exploite plus de 40 000 hectares d'hévéas matures en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigéria et au Libéria. Fin 2016, son chiffre d'affaires s'élevait à 268 M EUR pour un résultat net de 9,7 M EUR.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Burkina Faso : production cotonnière de 683 000 tonnes pour la campagne 2016-2017

Selon les statistiques de l'Association interprofessionnelle du coton du Burkina Faso, le pays, premier producteur de coton d'Afrique, a récolté 683 000 tonnes de coton sur la campagne 2016-2017 pour 740 349 hectares de superficies emblavées. Ces performances s'expliquent par le retour à la culture du coton conventionnel. En valeur, le coton est le premier produit agricole d'exportation et le second produit exporté après l'or. Cependant, seulement 5% du coton burkinabè est transformé localement. Pour la campagne 2017-2018, le Burkina Faso viserait, selon le ministère de l'Agriculture et des ressources halieutiques, une production cotonnière de 820 000 tonnes.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Zambie : hausse de 47 % de la production de sucre raffiné pour Zambia Sugar

La compagnie Zambia Sugar, majoritairement détenue par Illovo Sugar Limited (Afrique du Sud) a enregistré une augmentation de 47 % de ses volumes de sucre raffiné pour atteindre 65 000 tonnes sur l'année au 31 mars 2017. Ces résultats résultent de la politique lancée par le président Lungu en 2015 en Zambie dans le cadre du projet *Product Alignment and Refinery Project (PAAR)* qui a mené à des investissements de près de 80 M USD dans la raffinerie de Nakambala, détenue par Zambia Sugar.

✉ alexandre.lasserre@businessfrance.fr

### ▼ Afrique du Sud : à l'assaut du marché asiatique pour l'exportation de son maïs

L'Afrique du Sud, forte de ses importantes estimations de production de maïs pour l'année 2017 (15,6 millions de tonnes), recherche de nouveaux marchés à l'export. Le premier producteur africain de maïs souhaite renforcer sa présence en Asie pour exporter ses 3,5 millions de tonnes de maïs en excédent cette année.

✉ alexandre.lasserre@businessfrance.fr

### ▼ Nigéria : l'Union européenne interdit l'importation de 24 produits en 2016

L'Agence nationale nigériane d'administration et de contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques (NAFDAC) vient d'annoncer que l'Union européenne a banni 24 produits alimentaires exportés par le Nigéria en 2016 pour non-respect des normes européennes. Les cinq principaux produits concernés sont les arachides, l'huile de palme, les graines de sésame et les haricots. Ces produits contenaient notamment des substances chimiques interdites. Sani Dangote, vice-président de Dangote Industries, a rappelé que le Nigéria doit « former les agriculteurs à une bonne pratique agricole » et précisé que « le rejet constant des produits agro-alimentaires du Nigéria est un problème récurrent qui doit être abordé ».

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : la Banque mondiale épingle la gestion de la filière cacao

Dans un rapport à paraître, la Banque mondiale souligne la nécessité de profondes réformes de la filière cacao au Ghana. La production de la filière est passée d'1 M de tonnes au début de la décennie à 800 000 tonnes actuellement, et souffre d'une mauvaise gestion. La Banque mondiale critique notamment la stratégie du Cocobod de fixation des prix d'achat aux producteurs. Selon le rapport, l'institution serait plus intéressée à dégager des marges (deux fois plus élevées qu'en Côte d'Ivoire) qu'à rémunérer les fermiers pour leur permettre d'investir. Le rapport épingle également la distribution d'engrais et insecticides du Cocobod, dont une partie non négligeable ferait l'objet d'un commerce parallèle vers la Côte d'Ivoire.

✉ Gwenole.JAN@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana et Côte d'Ivoire annoncent une collaboration pour éviter de trop fortes variations des cours du cacao

Lors d'un séminaire technique sur le cacao organisé en fin de semaine passée à Accra sous les auspices du Cocobod, les représentants ivoiriens et ghanéens de la filière ont annoncé leur volonté de travailler conjointement afin d'améliorer la gestion du commerce mondial de cacao, dont les deux pays réalisent les deux tiers. Leur priorité est de mieux réguler les stocks et les volumes mis sur le marché par une harmonisation de leurs méthodes de négoce afin de protéger les producteurs des conséquences de l'effondrement des cours comme au début de cette année. La lutte contre le commerce parallèle entre les deux pays devrait également être intensifiée.

✉ Gwenole.JAN@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Ethiopie : 1<sup>er</sup> producteur de miel d'Afrique**

Avec 50 000 tonnes, soit ¼ du miel africain, de variétés blanche, rouge ou jaune, le potentiel de l'Éthiopie en tant que producteur de miel reste sous-exploité (estimation à 10% de la capacité potentielle). L'apiculture reste une activité secondaire et les ruches servent surtout à polliniser les plantations agricoles (café, céréales, légumes). Depuis 2008, les marchés européens sont ouverts à l'exportation de miel depuis l'Éthiopie, qui n'exporte pourtant que 800 tonnes de miel par an. Les périodes de sécheresse ralentissent le rendement, allant jusqu'à 450 birrs (18 euros) le kilo à l'export en période de pénurie. Des opportunités en termes de coopération, formations et transfert de savoir-faire existent donc dans ce secteur

✉ [maria.damour@businessfrance.fr](mailto:maria.damour@businessfrance.fr)

### ▼ **Energie et matières premières**

#### ▼ **Guinée : la start-up minière française AMR obtient un permis d'exploitation pour un gisement de bauxite**

La société minière française, Alliance minière responsable (AMR), vient d'obtenir un permis pour l'exploitation d'un gisement de bauxite de 148 km<sup>2</sup> dans la préfecture de Boké (Nord du pays). La durée d'exploitation est de 15 ans renouvelable plusieurs fois pour des périodes de cinq ans. Selon les estimations, le gisement abriterait 430 millions de tonnes de ressources en bauxite avec 2,7% de teneur moyenne en silice. Ce projet nécessite un investissement de l'ordre de 200 MUSD. L'exploitation de la bauxite devrait démarrer en 2019 avec un rythme annuel de 5 millions de tonnes.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Mauritanie : le Canadien Algold obtient un nouveau permis d'exploitation minière**

Algold vient de recevoir officiellement un permis d'exploitation minière pour son projet à Tijirit (nord du pays). Conformément aux engagements pris, Algold remettra une étude de faisabilité d'ici décembre 2018. Pour mémoire, en avril 2016 Algold avait démarré un important programme d'exploration (20 000 mètres de forage, phases I et II) qui avait mis en évidence un gisement aurifère à haute teneur. Algold poursuit actuellement la phase III de sa campagne d'exploration (25 000 mètres de forages) démarrée le 1<sup>er</sup> février 2017 pour délimiter l'étendue du gisement aurifère.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ **Nigéria : Eni ne restaurera pas la raffinerie de Port-Harcourt**

Le Sénat vient de rejeter le MoU signé en janvier 2017 par la NNPC et ENI portant sur la réfection de la raffinerie de Port-Harcourt (150 000 bpi) et la construction de la phase 2 de la centrale d'Okpai (480MW). Dans le même temps, Oando a manifesté son intérêt pour la privatisation de la raffinerie. Ibe Kachikwu, qui a annoncé il y a peu que son ministère travaillait à la levée de 1,2 Md USD pour améliorer la situation de l'aval et mettre fin aux importations de produits raffinés d'ici 2019, est intervenu pour nier l'implication d'Oando dans le rejet par le Sénat du projet. Pour rappel, les raffineries nigérianes produisent quotidiennement 6 M de litres de carburants, tandis que les besoins du marché atteignent 35 M.

✉ [pierre.decoussy@businessfrance.fr](mailto:pierre.decoussy@businessfrance.fr)

▼ **Libéria : DongFang Electric déclare son intérêt pour le marché libérien**

L'entreprise chinoise DongFang Electric Corporation (DEC) serait intéressée par le secteur de l'énergie libérien, dans le cadre de l'initiative chinoise One Belt and One Road (OBOR) qui a pour objectif d'améliorer les infrastructures et l'inter-connectivité entre les pays en voie de développement. Hu Weidong, vice-président des affaires internationales de la société, a affirmé avoir besoin d'informations supplémentaires sur les besoins énergétiques du secteur avant de s'engager. Pour rappel, le Libéria compte l'un des taux d'électrification les plus bas au monde, avec moins de 2 % de la population ayant accès à l'électricité à l'échelle du pays et un accès quasi inexistant en zone rurale.

✉ [Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : Sasol annonce le lancement de la construction de sa nouvelle usine d'alcoxylation à Nanjing, en Chine**

L'usine devrait être opérationnelle début 2019. Ce marché représentera 40 % de la demande mondiale de produits chimiques d'ici 2020

✉ [Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Botswana : Botswana Power Corporation lance un appel d'offres pour la construction d'un réseau et d'une installation hybride de production d'électricité en milieu rural**

L'appel d'offres, qui expire le 23 juin, concerne le développement, la construction et l'exploitation des installations avec accord d'achat d'électricité par le fournisseur public d'électricité (BPC).

✉ [Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr](mailto:Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mozambique : la SFI, filiale du groupe Banque mondiale, participera au financement (55 M USD) de la première centrale photovoltaïque du Mozambique**

La SFI participera à hauteur de 19 M USD avec ses fonds propres. Interviennent aussi le Fonds d'investissement climatique (19 M USD) et le Fonds des infrastructures pour l'Afrique émergente (EAIF) pour 17 M USD. Ce projet d'énergie solaire d'une capacité de 40 MW sera construit par le norvégien Scatec Solar à Mocuba pour 84 M USD.

✉ [Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : faute de lignes électriques, le parc éolien du lac Turkana restera inactif jusqu'en 2018**

La centrale éolienne du lac Turkana est achevée mais elle ne fournira pas ses 300 MW d'électricité au réseau avant 2018, date à laquelle les lignes de transport doivent être achevées. La centrale pourrait produire ses premiers MW d'électricité dès ce mois, et ce sans être raccordée au réseau car la construction des lignes menée par KETRACO a été retardée à cause des difficultés financières du groupe espagnol *Isolux*, initialement chargé du projet, mais aussi de problèmes de dédommagement des propriétaires terriens affectés par le projet. La ligne de 428 km qui reliera Loiyangalani à Suswa devait être initialement achevée en octobre 2016. Le projet a coûté 678 MUSD, financés à 70 % par des acteurs publics et 30 % par des acteurs privés, et fournirait 15 % de la demande énergétique kényane.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : signature d'un protocole d'accord avec la bourse de Londres visant à promouvoir la double cotation des compagnies énergétiques sur les bourses kényane et britannique**

Selon les termes du protocole d'accord, les autorités boursières de Londres et Nairobi s'engagent à lever des capitaux pour l'industrie énergétique kényane grâce aux marchés d'actions et aux titres d'emprunts sur la place britannique. Elles doivent désormais consulter les parties prenantes du secteur afin d'établir un cadre efficace pour la réalisation de ces opérations. Le ministre de l'Energie kényan a indiqué que ce partenariat est motivé par la prise de conscience que les infrastructures énergétiques nécessitent de lourds capitaux et que la mobilisation de ce type de fonds est primordiale pour la fourniture d'énergie.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : mise en place d'un plan directeur pour le secteur gazier**

Le gouvernement a annoncé la mise en place d'un plan directeur, financé par l'agence japonaise JICA, pour l'utilisation des ressources gazières du pays sur 30 ans. Sur cette période, le plan directeur évalue la consommation domestique à 18,7 Tns TCF, qui seront notamment utilisés pour la production d'électricité. La construction d'une usine de liquéfaction, évaluée à près de 30 MUSD, devrait démarrer en 2018, dès qu'un accord aura été trouvé entre le gouvernement et les six multinationales qui souhaitent prendre part au projet. Le budget 2017/18 du ministère de l'énergie et des ressources minières est fixé à 419 MUSD (en diminution de 16 % par rapport au précédent) dont 94 % pour le financement de projets de développement.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : deuxième rapport du comité mandaté par le Président sur le secteur des mines**

Le président John Magufuli a reçu le 2<sup>e</sup> rapport du comité qu'il avait chargé en mars 2017 d'auditer les volets économiques et juridiques des exportations minières. Selon ce rapport, de 1998 à mars 2017, entre 44 000 et 61 000 conteneurs de concentrés de minéraux d'une valeur de 49,1 Mds USD à 83,3 Mds USD auraient été exportés du pays sans paiement des redevances et taxes. Le président a ordonné la modification du cadre juridique de l'industrie minière, pétrolière et gazière et l'audition des anciens et actuels représentants du gouvernement qui ont participé à la signature des accords miniers.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Services**

▼ **Afrique du Sud : Telkom se restructure**

La société Telkom, opérateur télécom historique, va se restructurer. À la fin de l'exercice en cours, le CEO Siphoe Maseko a annoncé que son groupe sera composé de cinq filiales distinctes : Telkom pour la téléphonie, BCX pour les services IT, Openserve pour l'accès au haut débit et la fibre optique, Trudon pour le e-commerce et Gyro, pour la gestion immobilière. Chaque filiale sera par la suite libre de poursuivre sa croissance de manière indépendante. Cette stratégie va à l'encontre de celle adoptée par les grands opérateurs sud-africains qui ont cherché à intégrer verticalement leurs entreprises.

✉ [blandine.aigron@businessfrance.fr](mailto:blandine.aigron@businessfrance.fr)

### ▼ Nigéria : AALC investi plus de 20 Mds USD dans le pays et s'associe à Boeing

L'entreprise nigériane African Aircraft Leasing Company (AALC) a annoncé un investissement de 20 Mds USD au Nigéria pour louer 200 avions aux transporteurs aériens locaux sur les 20 prochaines années. La société mettra également en place un centre de réparation et d'entretien. L'investissement se ferait en partenariat avec le constructeur américain Boeing. Le ministre de l'Aviation Hadi Sirika a déclaré qu'un groupe de six entreprises (Lufthansa notamment) conseillerait le gouvernement sur la mise en place d'une compagnie aérienne et d'une société de crédit-bail, ainsi que sur la création de concessions pour les aéroports du pays. 4,99 M USD de financement auraient été approuvés pour le projet.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Togo : GVA Togo et Teolis obtiennent deux licences de fournisseurs d'accès internet

Teolis SA, chef de file d'un groupement de cinq sociétés, panafricaines et européennes (Ringo Sarl, Groupe Arc informatique, Next Step-Fada et Menez Hom Finance) et le Groupe vivendi Africa Togo (GVA Togo), filiale du groupe Bolloré, ont obtenu chacun une licence de fournisseur d'accès internet (FAI). Cette décision a été prise en Conseil des ministres, le 6 juin 2017, par le gouvernement togolais qui vise, par le jeu de la concurrence, un accroissement de l'accès à internet à des prix plus faibles pour les abonnés. TEOLIS et GVA Togo rejoignent ainsi Togocel, Togo télécom et Café informatique qui détiennent déjà une licence. Ils disposent maintenant de 9 mois pour déployer leurs infrastructures et débiter la commercialisation de leurs offres internet.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya : importantes manœuvres dans le capital de Kenya Airways

L'Etat kényan va convertir 25 Mds KES (242 MUSD) de créances en actions dans le capital de la compagnie aérienne Kenya Airways (KQ). Cette restructuration de la dette s'accompagne d'une garantie publique portant sur une dette de 750 MUSD de KQ. En conséquence, l'Etat devrait renforcer son statut de premier actionnaire, par la détention d'environ 40,0 % des parts de l'entreprise, contre 29,8 % à ce jour. Onze banques détenant au total 23 Mds KES (240 MUSD) de créances devraient également les convertir en actions tandis que KLM, deuxième actionnaire de la compagnie avec 26,7 % des parts, pourrait injecter 100 MUSD. Déficitaires depuis 2012, les pertes de la compagnie ont diminué de 60,9 % en 2016, pour atteindre 10,2 Mds KES (98 MUSD).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : fin des activités de la Deutsche Bank en Ethiopie

La Deutsche Bank a décidé de mettre fin à ses activités en Ethiopie, une décision qui se traduit par l'arrêt des relations commerciales qu'elle entretenait avec plusieurs banques éthiopiennes. Au cours des trois dernières semaines, la Deutsche Bank a cessé d'exercer en tant que banque correspondante pour les établissements bancaires Enat et Berhan. Elle avait fait de même avec Debub Global Bank, Bunna International, et Abay Bank au cours de l'année écoulée. Cette décision s'explique à la fois par le manque de rentabilité de ses activités, le risque jugé trop élevé, ainsi que par des difficultés internes à la Deutsche Bank.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Création du fonds Orange Digital Ventures Africa

La société Orange a annoncé le 9 juin 2017, la création d'un nouveau fonds d'investissement dédié aux projets innovants *early stage* sur le continent africain. Ce dispositif, basé à Dakar et doté d'une enveloppe de 50 millions d'euros, aura vocation à accompagner les *start-up* africaines innovantes dans les domaines des nouvelles connectivités, de la fintech, de l'internet des objets, de l'énergie ou encore de l'e-santé. Seront éligibles à ce fonds, les *start-up* géographiquement basées en Afrique ou qui s'intéressent aux enjeux africains depuis un autre continent. Les investissements seront réalisés pour moitié en investissements directs, et pour l'autre moitié en investissements indirects au travers de fonds spécialisés sur l'Afrique.

✉ [gildas.louvel@twobirds.com](mailto:gildas.louvel@twobirds.com)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Côte d'Ivoire : le résultat net de Bolloré CI en hausse de 38 % en 2016

Bolloré transport & logistics Côte d'Ivoire a réalisé un résultat net de 15,4 MEUR en 2016, en hausse de 38% par rapport à 2015. Son chiffre d'affaires a également progressé de 2,4 % pour s'établir à 126,9 M EUR en 2016. Cette hausse s'explique par des reprises de provisions effectuées par l'entreprise et par un gain de productivité de ses métiers. Sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les chiffres sont aussi en hausse. Le résultat net et le chiffre d'affaires ressortent respectivement à 3,5 M EUR et 38,1 M EUR à fin mars 2017, soit une hausse de 48 % et de 6 % par rapport à fin mars 2016.

✉ [bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr](mailto:bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : bonne performance du groupe *CIEL Ltd*, principalement dans les pôles « Finance » et « Hôtellerie »

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016/17, *CIEL Ltd*, un des principaux groupes d'affaires mauriciens, a enregistré une hausse de 9 % de son chiffre d'affaires, qui s'est élevé à près de 400 MEUR, grâce à la bonne performance des pôles « Finance » (*Bank One* à Maurice et *BNI* à Madagascar) et « Hôtellerie » (marque *Sun*). Les trois autres pôles – « Textile », « Santé », « Agro » - présentent des résultats plus mitigés. Le bénéfice net a atteint 11 MEUR (+ 57 % par rapport à 2015/16). Implanté dans plusieurs pays d'Afrique (Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Madagascar, Ouganda, Nigéria, Zambie, etc.) et d'Asie (Bangladesh, Inde, Maldives), *CIEL Ltd* emploie mondialement quelque 30 000 salariés.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : le groupe français Eutelsat, par sa filiale Konnect Africa, fait son entrée sur le marché de l'internet au Cameroun

Konnect Africa a lancé ses activités le 6 juin dernier. Il fournira un accès internet par satellite. Konnect Africa sera le 9<sup>ème</sup> fournisseur d'accès internet sur le marché camerounais où sont déjà présents, Orange, MTN, Camtel (opérateur national), Nextell (groupe Viettel), Vodafone, Ringo, YooMe et Creolink. Pour mémoire, selon Internet Live Stats, la population de potentiels internautes au Cameroun était estimée à seulement 4,3 millions de personnes en 2016 sur une population totale de plus de 20 millions d'habitants.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Forum français sur le numérique à Accra

Dans le cadre de la semaine française du numérique à Accra, la Chambre de Commerce française au Ghana (CCIFG) et le Service économique de l'Ambassade de France ont organisé le 6 juin un forum sur le numérique. Le forum a permis la présentation des activités « mobile money » de la Société Générale et « e-learning » de la start-up française Chalkboard, ainsi que des interventions de la société de conseil française basée au Ghana, GFA consulting, et de la responsable de l'incubateur ghanéen MEST, qui a signé un protocole d'accord avec Paris and Co. Parallèlement à ce forum, l'Institut français a organisé un hackathon sur le thème de l'enseignement du Français, et l'Alliance Française a ouvert une exposition d'artistes travaillant sur des supports numériques.

✉ [Gwenole.JAN@dgtresor.gouv.fr](mailto:Gwenole.JAN@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : séminaire d'informations marchés et réglementaire sur le secteur des cosmétiques & parfums le 16 juin & Rdv experts le 19 juin à Paris

Entreprise française du secteur des cosmétiques et des parfums ? Inscrivez-vous au séminaire d'information sur les marchés kenyan et éthiopien qui aura lieu le 16 juin à Paris. Le lundi 19 juin 2017, à l'occasion du Speed Dating Cosmétique des rdv seront organisés avec des experts de 17 pays. Programme et inscriptions : [maria.damour@businessfrance.fr](mailto:maria.damour@businessfrance.fr)

✉ [maria.damour@businessfrance.fr](mailto:maria.damour@businessfrance.fr)

### ▼ Gabon : tenue de la 16<sup>ème</sup> conférence ministérielle africaine sur l'environnement à Libreville

Cette conférence se tient du 12 au 16 juin et s'enregistre sous le thème, «Investir dans les solutions environnementales innovantes afin d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 en Afrique». Elle devrait permettre de poser les bases pour une mise en œuvre de l'agenda 2030-2063. Durant cette semaine, les experts prépareront également la 13e session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification qui se tiendra en Chine, en septembre prochain, ainsi que la 23e session de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, prévue en décembre 2017 en Allemagne.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée Equatoriale : une mission du FMI à Malabo

Une délégation du Fonds Monétaire International (FMI), conduite par Lisandro Abrego, séjourne en Guinée Equatoriale du 6 au 20 juin 2017 pour mener des consultations au titre de l'article IV des statuts du fonds. La mission devrait conjointement poursuivre les discussions avec les autorités guinéennes pour la mise en place d'un programme du fonds avec financements, une directive donnée à l'issue de la conférence des chefs d'Etat de l'Afrique Centrale en décembre 2016. La mission a rencontré le 8 juin le Premier ministre Francisco Pascual Obama Asue.

✉ [vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr](mailto:vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni du ministère de l'Economie.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION D'AFRIQUE ET DE L'OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

